



**CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
ET LA COMMUNE D'OLLIOULES
POUR L'OPERATION D'AMENAGEMENT DU SITE PICHAUD**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité à cet effet par décision n° du bureau métropolitain du

Hôtel de la Métropole
107, Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX
Ci-après dénommée, « La METROPOLE TPM »,

D'UNE PART

ET :

La Commune d'OLLIOULES, représentée par son Maire en exercice Monsieur Robert BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° 20.05.4 du 23 mai 2020 du CONSEIL MUNICIPAL donnant DELEGATIONS PERMANENTES au Premier Magistrat de la Commune pendant la durée de son mandat sans aucune restriction et sont donc totales,

Hôtel de Ville
CS 40108
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommée, « La COMMUNE D'OLLIOULES »,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Par arrêté préfectoral du 6 Novembre 2019, l'opération de renouvellement urbain site « Pichaud », avenue Barthélémy Dagnan à Ollioules a été déclarée d'utilité publique, pour la réalisation d'une opération mixte d'une soixantaine de logements (dont 40% de logements locatifs sociaux), de places de stationnement en sous-sol, de locaux d'activités, d'aménagements d'espaces publics dont une promenade sur berge bordant La Reppe.

Les équipements publics rendus nécessaires par la réalisation de ce projet relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages soumis aux dispositions du code de la commande publique : la Commune d'Ollioules et la Métropole TPM.

Compte tenu des liens existants entre les travaux relevant de la compétence de chacune des parties, de leur imbrication, et afin de garantir la cohérence et la coordination des interventions, il a été convenu, conformément aux dispositions de L.2422-12 du code de la commande publique, que la maîtrise d'ouvrage de l'opération serait réalisée par la Commune d'Ollioules, qui agira en tant que maître d'ouvrage unique de l'opération.

Tel est le cadre de la présente convention qui a pour objet de confier à la Commune d'Ollioules la maîtrise d'ouvrage unique pour la réalisation des équipements publics décrits ci-après.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole TPM transfère à la Commune d'Ollioules, la maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'aménagement des espaces publics - opération PICHAUD conformément à l'article L.2422-12 du code de la commande publique et en application des dispositions de l'article L 115-2 du Code de la voirie routière :

Les travaux consistent (par compétence), en :

Compétence de la Métropole TPM :

- La requalification de la rue Arago avec reprise du Canal des Arrosants,
- L'aménagement des trottoirs de la rue Dagnan (RD11),
- La création d'une place et l'aménagement des espaces partagés (éclairage, mobilier, dallage, fontainerie, plantations),
- L'extension du réseau de distribution d'électricité,
- Le renforcement du réseau AEP (Eau potable/DECI),

Compétence de la Commune d'Ollioules :

- La construction d'un cheminement piétonnier le long de la Reppe, du parking du 8 mai 1945 au Pont.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Conformément à l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique, les parties conviennent de désigner la Commune d'Ollioules, maître d'ouvrage pour la réalisation de l'ensemble de l'opération.

ARTICLE 3– ORGANISATION GENERALE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

En sa qualité de maître d'ouvrage, la Commune d'Ollioules assume toutes les attributions et responsabilités attachées à cette fonction.

Pour ce faire, la Commune d'Ollioules mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables en particulier pour la passation des marchés.

Pour ce qui concerne les travaux cités à l'article 1, la Commune d'Ollioules exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage et notamment celles de l'article 2 de la loi n° 85-7047 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La Commune d'Ollioules est notamment habilitée à passer les marchés publics d'études, de mandat de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation du projet.

La mission de la Commune d'Ollioules comprend les actions suivantes :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront réalisés ;
- Financement de l'opération selon les modalités déterminées à l'article 7 de la présente convention ;
- Approbation des avant-projets et accord sur le projet finalisé après consultation de la Métropole TPM ;
- Choix des procédures de dévolution des marchés, conduite des procédures de consultation, attribution des marchés, signature des marchés, gestion des marchés et contrats ;
- Gestion financière et comptable y compris recherche de subvention ;
- Toutes autres actions de nature à permettre le bon déroulement de l'opération ;

La Commune d'Ollioules s'engage à associer la Métropole TPM à la mise en œuvre des actions et sollicitera la validation de la Métropole TPM pour ce qui relève de sa compétence.

ARTICLE 4 –REALISATION DES TRAVAUX

L'opération décrite à l'article 1 fera l'objet de travaux, programmés pour le 1^{er} trimestre 2023, réalisés en tranche unique.

Il appartiendra à la commune de définir les modalités de structuration de son marché de travaux et notamment le découpage en lots.

Au marché de travaux, pourra être associé un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Sans préjudice des situations d'urgence avérées, la Métropole TPM sera consultée sur toutes les phases de travaux à exécuter relevant de sa compétence.

La Métropole TPM sera informée de l'avancement du chantier. Elle aura en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où elle constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution, elle devra le signaler à la Commune, par écrit, dans le délai de huit (8) jours.

Un Comité Technique composée de la Ville et des directions de la Métropole concernées sera constitué et présentera un état d'avancement au COPIL composé du Maire ou son représentant et d'un Vice-Président de la Métropole ou son représentant.

ARTICLE 5 – RECEPTION DES TRAVAUX – REMISE DES OUVRAGES REALISES

La Métropole TPM sera invitée aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux. Elle formulera ses observations éventuelles qui seront consignées au Procès-Verbal. Celles-ci ne pourront porter que sur les travaux relatifs à ses compétences mais elle sera informée de tous travaux pouvant avoir des incidences sur ses propres travaux.

Sous réserve que les différentes phases préalables aient été bien conduites, la décision de la Commune d'Ollioules, maître d'ouvrage de l'opération, de réceptionner les travaux, entraîne la remise à la Métropole TPM des ouvrages réalisés pour son compte.

Ces décisions prendront la forme d'un procès-verbal contradictoire associant à minima l'entreprise, la Commune et la métropole. La remise de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant.

Quitus de sa mission pourra être donné à la Commune d'Ollioules qu'en l'absence de réserves et, si réserves il y a, qu'après levée de l'ensemble desdites réserves d'un commun accord entre les maîtres d'ouvrage concernés.

Toutes les pièces afférentes aux travaux réalisés (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage, Dossier des Ouvrages Exécutés..) seront transmises à la Métropole TPM dans un délai qui ne saurait excéder deux (2) mois à compter de la date d'intervention de la décision de réception.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La mission confiée à la Commune d'Ollioules par la présente convention est assurée à titre gratuit.

La Commune d'Ollioules honorera l'ensemble des factures liées aux dépenses réalisées dans le cadre des aménagements citées à l'article 1.

La Métropole TPM s'engage à supporter l'ensemble des charges correspondant à la réalisation des travaux relevant de sa compétence, sur la base des dépenses effectivement réalisées, déduction faite des subventions perçues, dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle définie ci-dessous.

Le montant prévisionnel global de l'opération décrite à l'article 1 est évalué à 1 045 000€ HT. Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre et d'aléas liés à la réalisation des équipements publics. L'enveloppe financière des travaux de la compétence Métropolitaine est estimée à 570 000 euros HT dont 324 500 HT à la charge nette de la Métropole TPM (déduction faite de la part Opérateur Privé par convention de PUP).

La Collectivité susceptible de bénéficier du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses d'investissement afférentes aux travaux dont elle assure le financement se charge d'établir le dossier y afférent, et de solliciter l'attribution du fonds de compensation auprès des services de l'Etat.

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation de la Métropole est donc non grevée de T.V.A.

Conditions de paiement :

Le versement par la Métropole est subordonné à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, par la participation correspondante n'est pas versée ou au prorata des travaux réalisés.

Le bilan de l'opération est réalisé sur la base des prix et quantités réellement exécutées. Les postes révisions, installation de chantier et prestations de services sont calculées selon les règles suivantes :

- Révisions sur marchés de travaux : application d'un taux moyen de révision par marché
- Révisions sur marchés de services : au réel
- Installation de chantier et de prestations de services au prorata du montant réel des travaux associés.

Si les résultats de la consultation s'avéraient supérieurs au montant prévisionnel global des dépenses mentionnées dans la convention, un avenant à cette convention sera conclu. Cet avenant, en augmentation de l'enveloppe dédiée aux travaux, sera considéré pour chaque part (Métropolitaine & Ville) et nécessitera l'accord conjoint des 2 collectivités.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT

Le mandatement des dépenses est effectué par la Commune d'Ollioules.

Le remboursement par la Métropole TPM sera effectué sur la base des dépenses réalisées par la Commune d'Ollioules desquelles seront déduites les subventions perçues.

S'agissant d'une opération pour le compte de tiers, la Métropole TPM s'engage à payer les sommes dues H.T. :

- sur présentation des différentes situations et d'un état des sommes effectivement mandatées pour chacune des compétences concernées.
- en fonction du coût réel des travaux et des prestations réalisées déduction faite des subventions perçues

La Métropole TPM versera à la Commune d'Ollioules les sommes réclamées dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de la demande.

En cas de désaccord entre la Commune d'Ollioules et la Métropole TPM sur le montant des sommes dues, la Métropole TPM mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'elle a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord. En fin d'opération, le mandatement du solde interviendra au plus tard dans les deux (2) mois suivant le quitus donné par la Métropole TPM à la Commune d'Ollioules.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET DROIT DES TIERS

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la Métropole TPM non prévus par la présente convention.

La Commune d'Ollioules ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

La Commune d'Ollioules sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'elle a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage. Néanmoins, et sous réserve que la commune ait transmis tous les éléments à la Métropole, faute d'avoir signalé à la Commune ses constatations d'omission ou de malfaçons en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, la Métropole TPM ne pourra ultérieurement mettre en cause la responsabilité de la Commune d'Ollioules dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

La commune d'Ollioules demeure subrogée à la Métropole pour exercer les recours ouverts vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs par la législation en vigueur y compris pour ce qui concerne la levée des réserves et les désordres ressortissant de la garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention sera exécutoire après transmission au contrôle de légalité et notification auprès de la Métropole TPM et de la Commune d'Ollioules et prendra fin à l'achèvement des garanties contractuelles.

ARTICLE 10 – GARANTIES D'ASSURANCE DES MARCHES PUBLICS CONCLUS

Le maître d'ouvrage délégué s'engage à mettre à la disposition de MTPM ou des compagnies d'assurance impliquées, sur leur demande les attestations d'assurances des marchés de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de CSPS, d'études géotechniques et de travaux. La Commune mentionnera l'existence des assurances prévues contractuellement dans les marchés publics dans le corps du procès-verbal de remise des ouvrages à MTPM ou en annexe à celui-ci.

Sans préjudice des dispositions de l'article 4 ; la présente convention pourra être résiliée, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque l'une des parties ne respecte pas ses obligations.

En cas de résiliation, il sera procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Commune en qualité de maître d'ouvrage délégué. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que la Commune d'Ollioules doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indiquera enfin le délai dans lequel la Commune d'Ollioules devra remettre l'ensemble des dossiers à la Métropole TPM.

ARTICLE 11 – CONTENTIEUX

Tout litige inhérent à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 12 – LEGALITE

La présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au contrôle de légalité et notification aux parties.

Elle est rédigée en deux exemplaires originaux remis respectivement à la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à la Commune d'Ollioules.

FAIT A TOULON LE

**Pour la COMMUNE D'OLLIOULES ⁽¹⁾,
le Maire, Robert BENEVENTI**

**Pour la METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Le Président, Hubert FALCO**

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20221212-DEL2022_12_5_2-DE